

LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

Hebdomadaire départemental du Parti Communiste Français - Numéro 346 - 13 DÉCEMBRE 1984 - Prix 1 F 50

LE 25^e CONGRÈS

avec

l'Humanité

pour un débat
fructueux complet
démocratique

SECTIONS, CELLULES

Durant la préparation du 25^e congrès
gagnez des milliers de communistes
à la lecture de « l'Humanité »

ABONNEMENT 3 MOIS 50 F

Assemblée des vétérans

Les vétérans du Parti se réuniront le **MERCREDI 30 JANVIER** à la Fédération.

Tous les camarades ayant 40 années d'appartenance sans interruption au Parti sont invités à s'inscrire.

Les années de membre de la Jeunesse Communiste comptent.

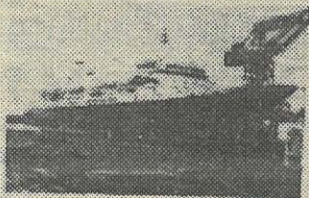
La carte de l'amicale des Vétérans sera remise lors de ce traditionnel banquet.

DU TRAVAIL IL Y EN A !

Dans la NAVALE

Deux paquebots
= 4 millions d'heures

Un navire grue pour l'offshore
= 5 millions d'heures



AERONAUTIQUE

Les besoins en outillage
représentent des millions d'heures

ENERGIE

LE GARNET
= 22 millions d'heures

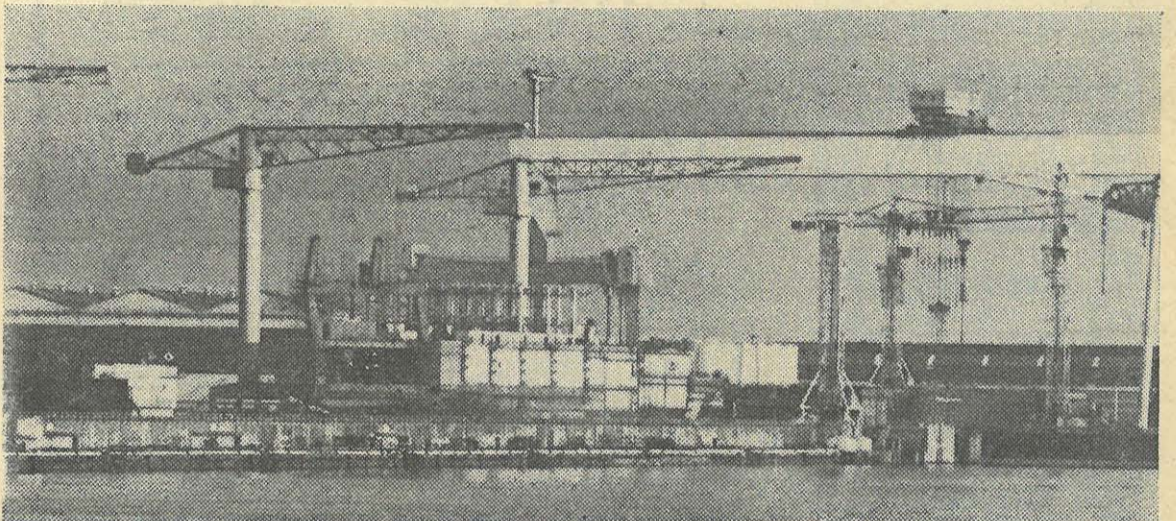


49 MILLIONS D'HEURES
et des milliers d'autres pour les PME
Agissons ensemble pour les obtenir !

PCF

Fédération de Loire-Atlantique

ALSTHOM-ATLANTIQUE SE RENFORCE... A L'ÉTRANGER



Le gouvernement indonésien vient d'autoriser la création de la Société Alsthomindo, dans laquelle Alsthom-Atlantique détient 60 % du capital.

La direction générale d'Alsthom-Atlantique précise que : « cette société disposera d'ateliers de mécano-soudure, de chaudronnerie et d'usinage lui permettant d'assurer d'une part, la production de matériels d'équipement sur technique Alsthom et, d'autre part, la réalisation de parts locales sur de grands contrats conclus par

l'Indonésie avec des fournisseurs étrangers (en premier lieu le groupe Alsthom-Atlantique) ».

L'investissement de cette entreprise se monte à 5 millions de dollars.

Ainsi, Alsthom-Atlantique poursuit sa fuite en avant en abandonnant le secteur industriel basé en France. Le conflit de la mécanique contre l'abandon du diesel avait éclairé la politique de redéploiement de la direction avec en particulier la vente des licences à l'étranger.

Déjà, elle participait avec 45 % du capital à une autre entreprise indonésienne, la Société UNIDO, spécialisée dans la fabrication de transformateurs.

Alsthom-Atlantique aggrave encore la situation en s'introduisant en force sur le territoire étranger, au détriment de l'emploi en France et de l'intérêt national.

D'autant plus inadmissible de la part d'une entreprise nationalisée !

S.F.C.M.M. - SAINT-HERBLAIN : QUAND ON VEUT TUER SON CHIEN...

Ce ne sont pas 60 comme indiqué initialement mais 76 licenciements auxquels la direction de l'entreprise SFCMM entend procéder.

Cette entreprise fait principalement de la sous-traitance et est frappée par les conséquences du coulage de la Navale entrepris suivant le plan de la Commission de Bruxelles.

Déjà des licenciements ont été opérés il y a quelque temps et une grande partie des salariés subit le chômage partiel.

En fait, la Direction de la SFCMM compte beaucoup sur l'idée de la fatalité de la crise pour faire accepter ce projet.

Et, pour mieux faire passer, elle en rajoute en se dispensant, par exemple, de rechercher des marchés ou tout simplement de reconduire ceux qui existent.

Elle fait la « grève des marchés », ainsi le nombre des licenciements projetés correspondant dans l'ensemble au nombre des salariés occupés par le marché de la sous-traitance avec les A.F.O. sur le site de DONGES, un marché que laisse partir le patron.

« Quand on veut tuer son chien, on l'accuse d'avoir la rage » dit le dicton populaire, et quand on veut tuer son entreprise...?

CHANTELLE : LA DIRECTION DE CHANTELLE CHERCHE A " LICENCIER " 70 TRAVAILLEUSES

En fait, le mot « licenciement » ne sera pas prononcé. C'est singulier, non ! Le patron « offre » une prime de 5 millions de centimes à toute travailleuse acceptant de partir volontairement. Manque de travail ? Non, les ventes progressent, la marque se consolide, mais CHANTELLE se redéploie.

Une unité de production a été supprimée

à ROMILLY et une usine a été ouverte en Tunisie, et cela, avec les fonds publics dans le cadre du plan « Textile ».

Petits calculs : 5 x 70 = 350 millions de centimes. N'y a-t-il pas là de quoi investir pour la réduction de la durée du travail, pour des investissements productifs, pour la formation ?

S.E.B. : NON AUX GACHIS

La fermeture de la Société Européenne de Brasserie est annoncée. Encore 153 emplois, sans compter les 100 emplois saisonniers, sacrifiés par simple décision du groupe BSN.

Le groupe BSN c'est le n° 1 de l'alimentaire (Gervais, Danone, Kronenbourg, Seb, etc...). Les profits du groupe vont très bien (+ 30 % cette année!). La branche boisson avec ses deux filiales sont les plus performantes du groupe.

Tout irait bien si la stratégie de BSN ne tendait à se débarrasser les unes après les autres des unités de production de la SEB pour n'en garder qu'une en France.

Les conséquences de cette politique se font sentir sur le plan commercial, les marques étrangères occupent le terrain laissé en friche et bénéficient de subvention de la C.E.E. pour investir notre marché!

L'usine de Nantes a dépassé fin septembre 84, de 12 % ses objectifs de vente en grands contenants (bière en litre). Elle possède aussi l'atelier le plus performant du groupe pour la mise en fûts. La SEB est même le leader français sur ses deux produits.

Mais qu'importe pour BSN qui joue la carte — notamment avec son autre filiale brassicole Kronenbourg — du redéploiement à l'étranger.

L'avenir des salariés de l'usine nantaise, de leurs familles, importe peu à BSN.

Les organisations syndicales démontrent l'aberration des objectifs de BSN pour l'emploi, pour satisfaire la clientèle de la SEB aussi.

La SEB s'est trouvée, lors de canicule, en rupture de stock sur la région. Ce n'est pas en éloignant les lieux de production que l'on rentabilisera (coûts, transports...) et que la SEB

pourra mieux servir sa clientèle.

Quelques mois après la signature d'un contrat de plan, entre le gouvernement et la région, qui met particulièrement l'accent sur le développement de l'agro-alimentaire, la SEB fermerait!

L'usine de Nantes doit au contraire se développer, répondre à la demande des consommateurs dont les goûts évoluent.

BSN a des moyens d'investir, de participer à la reconquête du marché intérieur.

Les pouvoirs publics doivent prendre leurs responsabilités. Sinon nous finirons, pourquoi pas, par acheter de la bière "française" en Espagne!

L'usine nantaise peut, sans investissement, répondre à une plus grande part du marché de la bière pression en fûts.

La SEB doit, par exemple, souligner les syndicats, se placer sans retard sur le marché de la bière en boîte (+ 100 % en 84) en lançant une boîte de 25 cl avec un produit de haute gamme. La proximité de Carnaud est un atout solide pour la brasserie nantaise. La relance de la fabrication de jus de fruits de très bonne qualité (Vivor) est possible. L'investissement pour servir au consommateur une bière de grande qualité en litre est également souhaitable comme la demande des consommateurs le révèle.

Alors que tout milite en faveur du développement de la brasserie pour satisfaire la clientèle régionale, BSN fait d'autres choix dictés par la rentabilité financière étroite au profit exclusif d'une minorité d'actionnaires. Les communistes invitent les Nantaises et Nantais à soutenir l'action des salariés de la SEB pour sauvegarder une brasserie utile à la vie économique de la région. Stopper les gâchis matériels et humains.



COUP DE TABAC SUR LA S.E.I.T.A.

La table ronde prévue pour le 15 décembre, réunissant les représentants des ministères de la direction générale de la SEITA et ceux des syndicats sera-t-elle avancée?

Spéculant sur la lassitude des grévistes les pouvoirs publics ont perdu trop de temps déjà. Il serait temps qu'ils adoptent une attitude plus conforme à l'intérêt général.

En grève pour défendre leurs droits conquis par des dizaines d'années de luttes, les salariés de la SEITA entendent que leur

statut ne soit pas remis en cause (voir Nouvelles du 15 novembre). Agissant ainsi, ils défendent également le principe des droits acquis par l'ensemble des travailleurs français par des décennies de luttes.

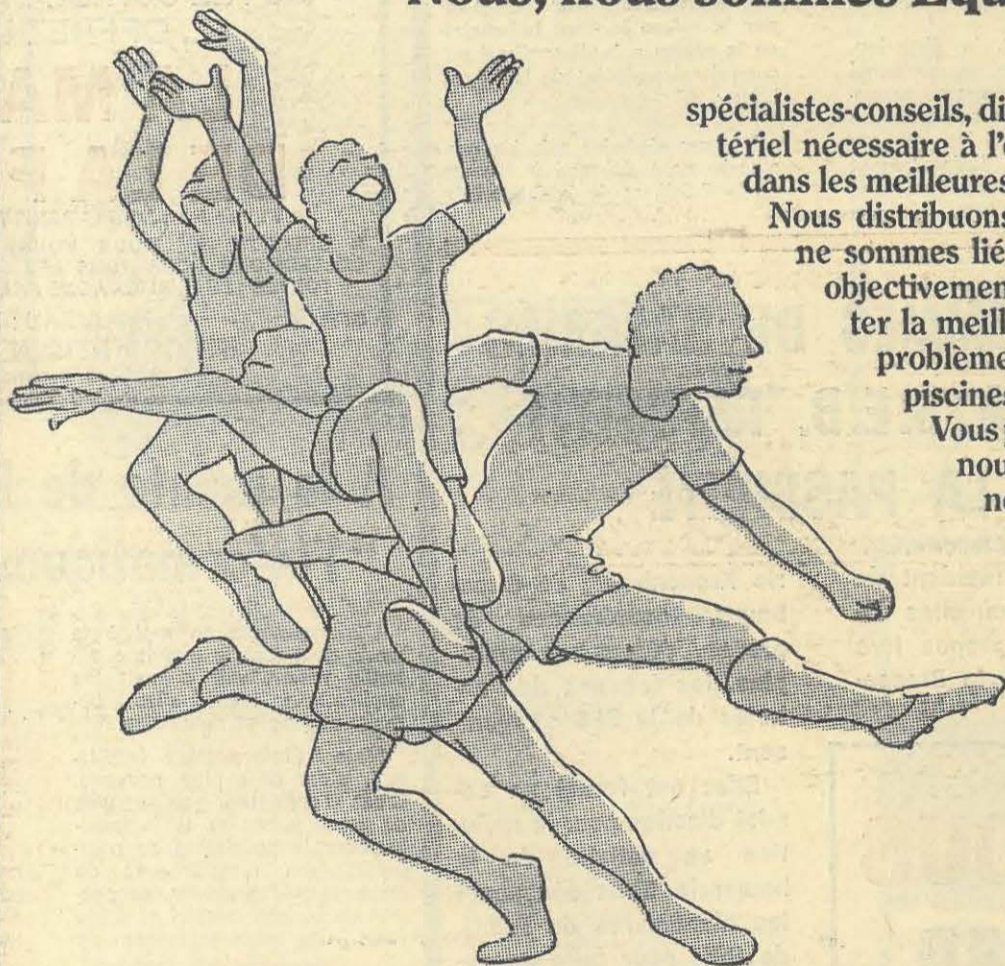
C'est un parlementaire de notre département, le socialiste Alain Chenard qui était le rapporteur du projet de loi modifiant le statut des personnels, devant l'assemblée.

A la SEITA, l'action se poursuit par usine sous diverses formes. A Carquefou, les sala-

riés ont rigoureusement protesté, particulièrement en bloquant l'entreprise le 29 novembre, contre les interrogatoires de la gendarmerie sur le lieu même de l'établissement. La direction a en effet porté plainte contre X suite au déboulonnage d'un rail à l'entrée du parc de la SEITA. Cette affaire apparaît comme une grave provocation tendant à détourner l'attention de l'objet même du conflit, à diviser les travailleurs et à les couper de la solidarité de la population.

La combativité des travailleurs ne s'estompéra pas si facilement. Ceux qui imposent aux consommateurs des restrictions, laissent traîner le conflit, feraient bien d'y réfléchir. Ils finiront par négocier, ils y seront contraints.

Vous êtes responsable sportif! Nous, nous sommes Équipements Sportifs,



spécialistes-conseils, distributeurs pour le gros matériel nécessaire à l'exercice de tous les sports, dans les meilleures conditions.

Nous distribuons toutes les marques, mais ne sommes liés à aucune, c'est donc très objectivement que nous pouvons apporter la meilleure solution qui soit à vos problèmes d'équipement de stades, piscines, salles de jeux, etc.

Vous pouvez nous faire confiance, nous avons équipé des dizaines de locaux, d'espaces, en Ile-de-France et aussi dans d'autres régions.

ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

15, avenue de la Résistance
93100 MONTREUIL
Tél. (1) 858.72.74

SPECTACLE DE FIN D'ANNEE AVEC TOURISME ET TRAVAIL

Comme il est maintenant de tradition, Tourisme et Travail convie petits et grands à un spectacle de fin d'année.

Délaissant le chapiteau du cirque, c'est au Palais des Sports de l'Île Beaulieu que se tiendra en 1984 cette manifestation artistique.

C'est dans une atmosphère merveilleuse que petits et grands vivront intensément ce conte de fée, qui met en scène des animaux sympathiques, que ne renierai pas Walt Disney. Chacun frémera aux aventures de Poulbot et de son Pipo magique, qui lui permet de se transporter au Pays d'Albéric et de ses amis. Arriveront-ils à déjouer les pièges de la sorcière Rutabaga?

Tous les jeunes et moins jeunes amis de Tourisme et Travail le sauront en venant nombreux à Beaulieu le samedi 22 décembre à partir de 14 h.

Renseignements et inscriptions à l'Association Tourisme et Travail, 2, rue Yves-Bodiguel, 44000 Nantes. Tél. 20-44-19.

Du 5 au 16 décembre, à la Manu, à Nantes, l'inter-Amicale laïque nantaise présente : « Le Cri des Indiens », une exposition sur les Indiens d'Amazonie, due à Richard et Carmella Chapelle.

Depuis l'année de ses 18 ans, 1963, Richard Chapelle se consacre entièrement à l'étude des Indiens d'Amazonie, parcourant tant la Guyane que la Colombie ou le Brésil. Vingt années de recherches sur le terrain, enquêtes, conférences, expositions, films, ont fait de Richard Chapelle et de sa femme Car-

mella, des témoins uniques au monde de la vie des Indiens et de leur disparition.

« Le Cri des Indiens », parce que c'est un cri que nous lance l'exposition pour nous alerter sur les menaces matérielles de disparition qui pèsent sur les peuplades indiennes. 180 photos, une fresque passionnante dont la première partie est consacrée à l'univers tribal : vie quotidienne, méthodes de subsis-

tance, éducation, artisanat, sociologie, rites et fêtes.

La seconde partie, de 50 photos, présente sous le titre « l'Agonie d'un peuple » le processus de disparition de ces tribus. Sur les cinq millions d'Amazoniens que l'on comptait au moment de la conquête, il ne reste plus que 300 000 survivants. Depuis quatre siècles, on assiste à l'extinction physique et culturelle d'un peuple,

qui était l'occupant légitime du nouveau monde. Depuis l'action néfaste des missionnaires jusqu'à celle des grands propriétaires et des grandes sociétés capitalistes, s'est méthodiquement poursuivie la disparition de ces tribus; en Guyane française aussi, et en 1984 encore.

La logique capitaliste et la politique des Etats fonctionnent dans le sens d'une politique de la terre brûlée et de l'élimina-

tion des Indiens. Richard et Carmella Chapelle en donnent pour preuve l'histoire des Kreenakore. Il s'agit d'une tribu découverte en 1972, consécutivement au percement d'une route; cette tribu comptait peut-être 5 000 individus. En cinq ans, ils sont tous morts; une seule maladie, la syphilis, a suffi pour faire disparaître dans ce laps de temps cette tribu plus fragile que les autres.

Maladies, bidonvilles, les formes les plus criantes de misères urbaines, l'exploitation, Suite page 4

LES INDIENS A NANTES...

BIENTOT NOËL

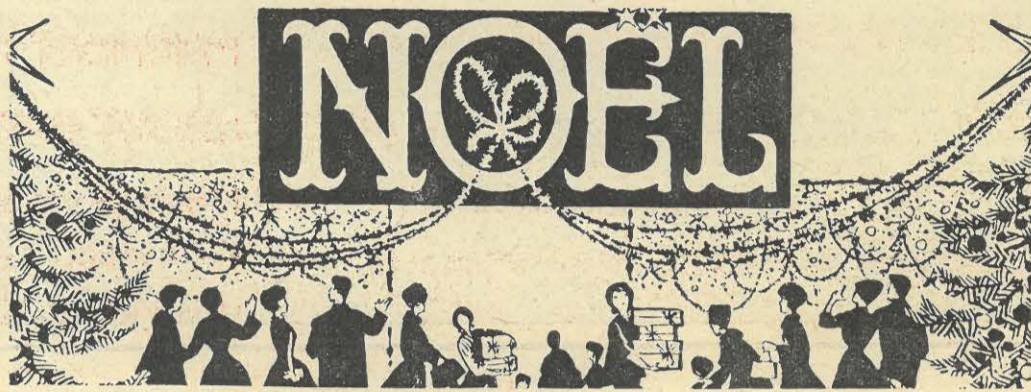
L'année 1984 se termine et, comme les précédentes, elle n'échappe pas aux traditionnelles fêtes « de fin d'année ». C'est la période des réveillons, des réceptions familiales.

C'est la période des cadeaux, et des millions d'enfants seront en extase devant les jouets déposés dans les sabots et souliers, et cela, sous l'œil amusé des parents ou du grand frère et de la grande sœur qui « n'y croient plus ».

Si Noël fait la joie des petits, il n'en reste pas moins que les grandes personnes sont aussi sensibles à la coutume des

cadeaux, quelle que soit leur valeur. Autant de joie se lit dans les regards, qu'il s'agisse d'offrir ou de recevoir.

Amis lecteurs, nous nous permettons de vous guider dans votre choix, en vous conseillant d'aller chez les annonceurs des « Nouvelles de Loire-Atlantique ». Le meilleur accueil vous sera réservé. Et joyeux Noël à tous !



DES CADEAUX POUR TOUS LES GOUTS

La saison des fêtes arrive. Elle est annoncée par les rues illuminées, les flashes à la télé, les publicités. Et par un petit air qui se promène dans la tête des gosses. Même par temps de fauche, le plaisir d'offrir est irrésistible.

Faire un cadeau, offrir un objet, donner quelque chose a toujours été, depuis que l'homme vit en société, une manifestation d'amitié.

Aujourd'hui, cet échange de vœux à la fin de l'année, bien que devenu tradition, peut ne pas perdre son contenu chaleureux. Offrons, peut-être une fleur ou un objet, mais dans ce dernier cas, l'objet attendu et souhaité.

Pour ceux qui nous sont proches, le choix n'est pas très

difficile. Nous connaissons leurs goûts et leurs besoins.

Pour les autres, lorsque nous avons des cadeaux à leur faire, c'est plus malaisé.

Méfions-nous du gadget qui plaît quelques minutes mais dont on ne sait que faire après, n'offrons pas une cravate à un homme qui s'occupe beaucoup de sa personne, elle ne lui plairait pas ; ni une eau de toilette à une femme coquette, ou alors offrez-lui celle qu'elle utilise habituellement.

Ne donnons un livre qu'à ceux qui aiment lire.

Enfin, ne craignons pas d'offrir le cadeau utile et pratique dans un emballage de fête, il servira toute l'année et la personne qui l'utilisera aura souvent pour vous une pensée reconnaissante.

Parmi les cadeaux utiles, il y a la foule des appareils ménagers, du plus petit au plus important, la machine à coudre ou la machine à tricoter, le vêtement, l'article sport ou de ski (saison oblige), l'article « cuir », le rasoir électrique ou l'article auto pour papa, la télévision ou la Hi-Fi, le meuble, de la chambre au salon, en passant par le petit mobilier, un beau cadeau pour toute la famille, le « deux-roues », cadeau rêvé pour les jeunes et utile pour tous, l'article d'horlogerie, le disque et la cassette, etc...

Et puis il y a le dernier cri de la technique : « l'informatique familiale », dont on découvre l'agrément et l'utilité...

Toutes les nouveautés du disque
FUZZdisques
1, place de la Bourse, NANTES - Tél. (40) 48.78.72

Prime de fin d'année et 13ème mois

Les primes de fin d'année, et spécialement le 13ème mois, constituent un supplément appréciable du salaire. Les luttes revendicatives ont permis le versement de telles primes dans diverses branches professionnelles et dans un nombre important d'entreprises.

Cet appoint de fin d'année au salaire est donc légitime à plus d'un titre. D'abord parce que la période des fêtes incite à de plus grandes dépenses : cadeaux, jouets, repas familiaux, de groupe, distractions et réjouissances diverses, etc., dont il est normal que chacun profite, y compris les travailleurs et leur famille. Et le salaire ordinaire ne peut pallier à cela, à moins de nouveaux sacrifices en d'autres domaines.

Ensuite parce que la période de fin d'année est généralement celle des bilans des entreprises, et il est normal qu'à cette occasion, les travailleurs revendiquent une part supplémentaire

du produit de leur travail.

Certains employeurs tentent souvent de donner à ces primes un caractère aléatoire en les qualifiant de gratifications « exceptionnelles » ou « bénévoles ». Les travailleurs s'efforcent au contraire de garantir leur rémunération car, quelle que soit son appellation, la prime de fin d'année constitue bien une contre-partie du travail fourni et un élément du salaire sur lequel ils doivent pouvoir compter.

Les primes de fin d'année ne sont pas dues en vertu de la loi, mais leur attribution peut résulter :

- de la convention collective ;
- du contrat individuel de travail ;
- d'un engagement de l'employeur consigné par écrit ;
- d'un accord verbal de l'employeur ;
- ou même d'un usage existant dans l'entreprise.

Grand choix de CADEAUX
horlogerie - bijouterie
Réparations
Chartrain G.
7, rue Mazagran (St-Louis)
NANTES — Tél. 73.15.23
VENTE ET REPARATIONS

YVER cuisines

9240^F
ou 360 F/MOIS EN 36 MOIS
sans apport - Meubles uniquement
montés prêts à poser

du 1^{er} décembre 84 au 15 janvier 85
LE CONFORT POUR TOUS
Crédit SOVAC-BFIM après acceptation du dossier.
Coût total du crédit : 3 379 F hors assurance. T.E.G. 21.50 %

- Meubles**
- 1 armoire four réfrigérateur
 - 1 bas 30
 - 1 bas cuisson 60
 - 1 bas évier 100
 - 1 haut 30
 - 1 haut sur meuble 60
 - 1 haut 100
- Plinthes, plateau, corniche et paralume : **9 240 F**

- Ménager**
- 1 robinet mélangeur
 - 1 évier gris couleur
 - 1 four chaleur tournante ARTHUR MARTIN
 - 1 table de cuisson couleur ARTHUR MARTIN
 - 1 réfrigérateur intégré
 - 1 hotte 642.25 ARTHUR MARTIN
- 9 420 F**

DEVIS GRATUIT

UNE ÉQUIPE A VOTRE SERVICE :
Cuisiniste, plombier, électricien,
technicien électroménager

YVER LE VRAI SPÉCIALISTE DE LA CUISINE
ST-NAZAIRE
1 bis, avenue de la République

CHAUSSOLD'
3, place F.-Fourrier
(place St-Nicolas)
NANTES
EN CONFIANCE
LES MEILLEURS PRIX POUR LES MEILLEURES QUALITÉS



NANTES - RASOIR
LA CLINIQUE DE L'ELECTRO-MÉNAGER
1, rue Arch-Sèche (Côté pl. Royale) - Nantes - Tél. 48-47-57
LES PLUS BEAUX CADEAUX EN PETIT ELECTRO-MÉNAGER
NOUVEAU !
LE COUTEAU A HUITRES ELECTRIQUE
Fabrication française
SERVICE APRES-VENTE RÉPARATIONS GARANTIES **3 mois**

LA CARAVANE : un beau cadeau familial

Les petits cadeaux entretiennent l'amitié. Les grands cadeaux transforment la vie. Surtout quand ceux-ci sont fort utiles. Et il en est ainsi de la caravane, un beau cadeau pour toute la famille.
Les fêtes de fin d'année

annoncent déjà 1985 et dans quelques mois, ce seront les premiers week-ends au grand air... puis les vacances. Alors ne nous y prenons pas au dernier moment. C'est en hiver que se commande la caravane. Et quel beau cadeau de Noël !

C.E.C.V. CARAVANES
EXPOSE SUR SES DEUX TERRAINS

ADRIA
ESTEREL

BURSTNER
WILLERBY
CORVELLE

PROMOTION "SPÉCIAL HIVER"
PRIX SABORDÉS SUR MODÈLES 84!
GRAND CHOIX DE RESIDENCES MOBILES LIVRABLES DANS TOUTE LA FRANCE
UNE IDÉE DE CADEAUX : de nombreux accessoires, auvents, etc., et un nouveau rayon au C.E.C.V. : TRES GRAND CHOIX D'ANORAKS A DES PRIX DEFIANT TOUTE CONCURRENCE!
Une visite s'impose au C.E.C.V., 1,5 km SORTIE DE NANTES
Route de Rennes (à droite) - Tél. 29.76.09
Accessoires - Atelier spécialisé

TRAMWAY FRANÇAIS :

Un défi à la crise

De Hong-Kong, d'Amsterdam, de San Francisco... les spécialistes des transports des métropoles s'intéressent au tramway français et se succèdent à Nantes pour visiter les premières rames qui nous deviennent familières.

Le Comité Tramway de la direction des transports terrestres du ministre des Transports s'est déplacé à Nantes. Un groupement d'intérêts économiques qui a pour mission la promotion à l'exportation de l'ingénierie des transports urbains français s'est également réuni à la SEMITAN.

La Commission des Métros légers de l'Union Internationale des Transports publics vient de choisir Nantes pour tenir son assemblée. Elle regroupe des représentants allemands, américains, autrichiens, belges, canadiens, italiens, néerlandais, suédois, suisses, portugais et français.

Le tramway français intéresse aussi la R.A.T.P. qui ouvrira en 1988 une ligne entre Bobigny et Saint-Denis.

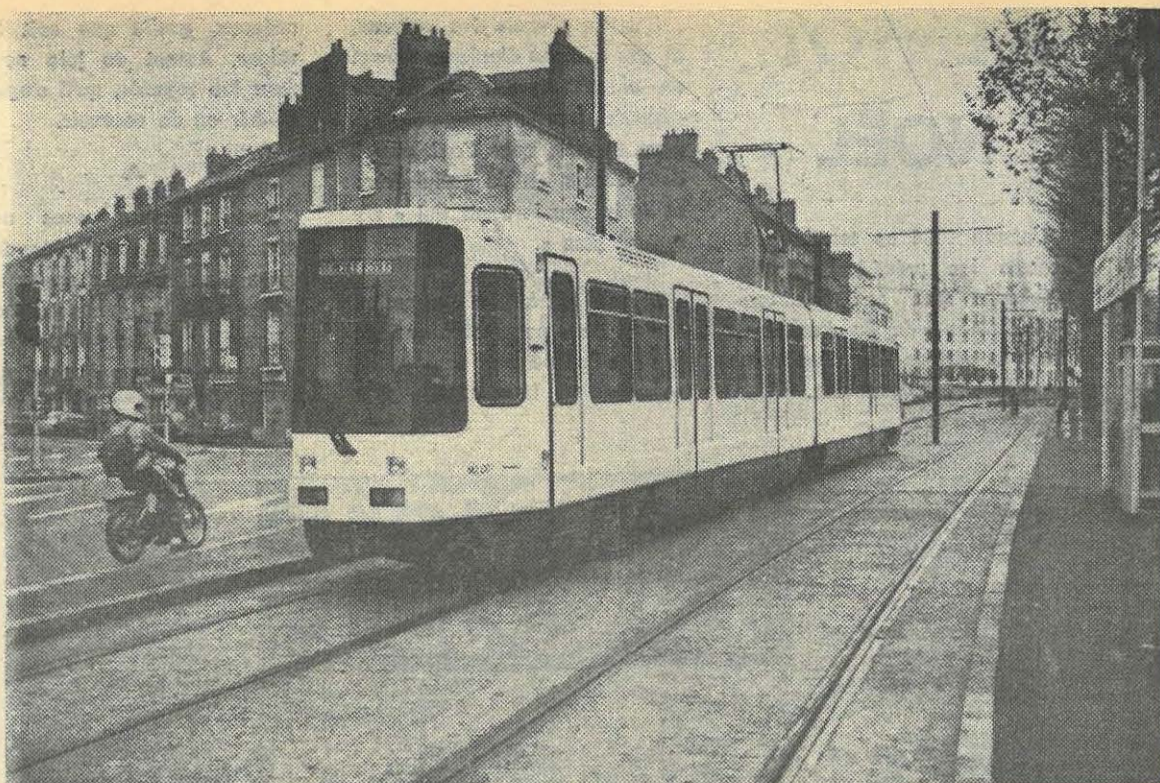
Avec le tramway nantais notre pays se place sur le marché international en bonne position. Il faut être aussi passésiste que M. Chauty pour s'en prendre encore à une réalisation qui

va améliorer les déplacements quotidiens de milliers d'usagers des transports publics.

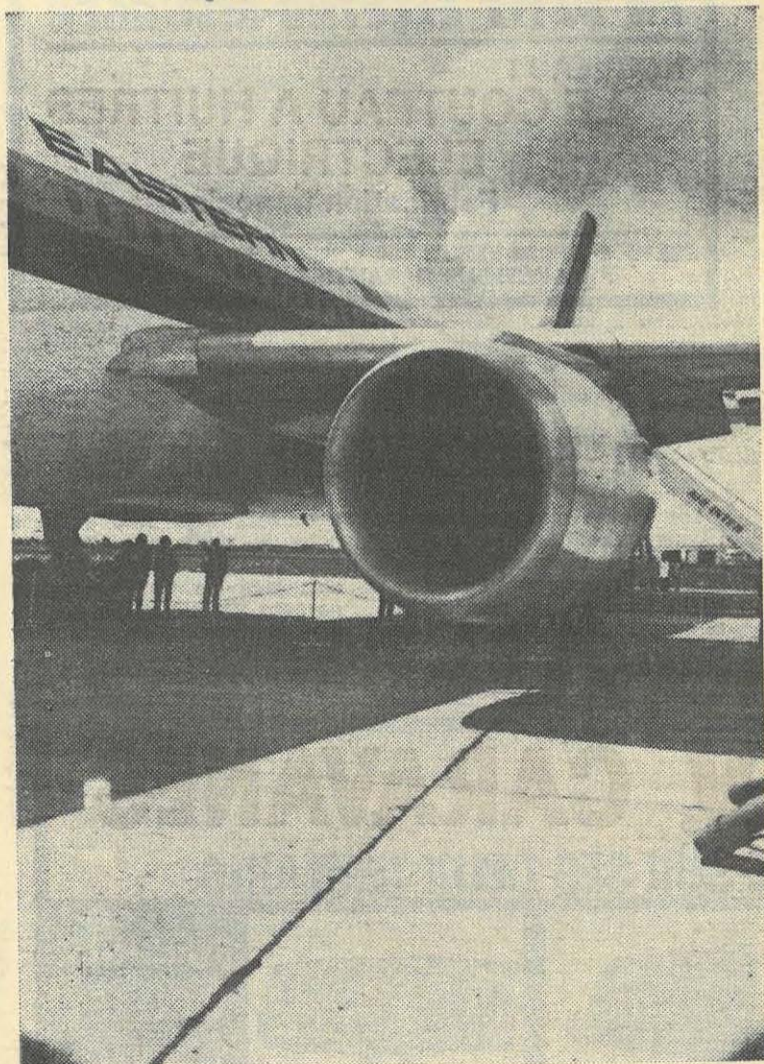
Le tramway est une production de pointe qui, sans aucun doute, va nous permettre de le vendre à l'étranger. Voilà un bel exemple de ce que les communistes entendent par produire français. Le tramway répond à des besoins pour le pays et nous allons pouvoir l'exporter. C'est sans doute la raison profonde de l'obstination à nier l'évidence de M. Chauty. Le tramway est aussi la démonstration que l'on peut lutter contre la crise en développant des productions utiles, créatrices d'emplois.

Il est vrai qu'avec ses amis politiques, M. Chauty préfère favoriser les placements financiers au détriment de l'investissement productif. Ils préfèrent brader notre industrie et exporter les capitaux plutôt que nos productions.

En appelant les gens à se rassembler autour de solutions anti-crise, les communistes invitent simplement toutes celles et ceux qui entendent s'opposer aux fermetures d'entreprises, aux licenciements à choisir, à l'exemple du tramway, le progrès économique et social plutôt qu'à se résigner devant la politique des Chauty et Cie.



SNIA : Les travailleurs ne profitent pas des succès techniques et commerciaux



La SNIA aujourd'hui ; c'est une affaire qui marche. A la pointe de la technique, on ne peut l'accuser d'être en retard sur la modernisation.

Le succès commercial a suivi, les commandes d'« Airbus » arrivent du monde entier donnant tort à ceux qui n'entendaient que la voix de l'« Amérique ». Ils criaient « Boeing » alors que nous criions « Airbus ».

La SNIA n'est donc pas un « canard boiteux » pour employer l'expression courante de la droite pour justifier la régression sociale.

Et pourtant dans cette situation exemplaire, les travailleurs de la SNIA sont toujours au chômage partiel.

A l'Aérospatiale, il faut revenir loin en arrière pour avoir un

tel potentiel de travail, en heures, mais aussi en diversité de productions. Pourquoi, alors maintenir l'entreprise en sous-capacité en maintenant le chômage partiel.

Cette politique du gouvernement socialiste et de la direction générale de la SNIA entraîne un véritable gâchis financier et humain.

Alors que dans le même temps la productivité a augmenté. En 1981, il fallait 120000 heures pour construire quatre Airbus, aujourd'hui il en faut 70 000.

N'y a-t-il pas là matière à réfléchir pour qu'à la SNIA, usine nationalisée, le progrès technique et le succès commercial servent au bien-être des hommes et au plein emploi.

LIAISON FROIDE ? LIAISON CHAUDE ?

NOTRE EXPERIENCE NOUS PERMET D'ORIENTER VOTRE CHOIX...

en fonction de vos impératifs et de votre budget.

De 100 à 10 000 repas par jour, nous serons de bons conseils et de bons concepteurs d'organisation et d'installation.

SICOPAR

Département Cuisines collectives

33, rue Ledru-Rollin
94200 IVRY-SUR-SEINE - Tél. (1) 671.76.01

De nombreuses collectivités privées ou publiques font appel à SICOPAR Cuisines, ses techniciens sont à votre disposition pour étudier votre problème cuisine.

400 CARTES SIGNÉES DANS UN SEUL QUARTIER DE ST-NAZAIRE

A Plaisance, le PCF est reçu cinq sur cinq nous dit Régis. Les gens approuvent notre action pour la Navale, l'Energie, la Chimie, l'Aéronautique... pour l'emploi productif.

Laurent Fabius à qui sont destinées les cartes protestation-proposition saura :

— que sa politique économique est rejetée quasi-unanimement, par les personnes consultées ;

— que le P.C.F. peut regrouper majoritairement sur des bases concrètes : 70 % de signatures dans un groupe d'immeubles, 96 % dans deux autres, immigrés compris.

Ajoutons que dans la discussion qui accompagne obligatoirement la signature de la pétition, le départ des communistes du gouvernement est positivement apprécié.

Parler politique, poursuit-il, ne rebute pas les gens. Ils comprennent, ils écoutent... bref de

bonnes raisons pour encourager les communistes à aller discuter avec eux partout !

LA PESTE BRUNE

A l'heure où l'on calomnie odieusement Marcel PAUL, ancien Ministre du général de Gaulle, ancien Président de la FNDIRP, les néo-nazis reprennent de jour en jour, plus d'assurance.

Nous savions que certains font des affaires en vendant des emblèmes nazis. Mais de là à se vanter d'en avoir vendu à des marins allemands en escale à Nantes.. C'est pourtant ce que fait une officine, la S.E.R.P., se déclarant ouvertement « entreprise de Jean-Marie LE PEN », montrant, s'il en est encore besoin, le vrai visage de ce dernier.

De quoi être inquiets pour l'avenir de la démocratie en France.

Pierre DANGLE.

SAINT-NAZAIRE

Les chauffeurs de la STRAN obtiennent en moyenne 500 F d'augmentation par mois

Les chauffeurs de bus de Saint-Nazaire ont repris le travail. En grève depuis quinze jours, ils revendiquaient des augmentations de leur pouvoir d'achat et un ajustement sur la convention collective des transports urbains.

Un accord a été signé entre les syndicats et la direction. Grâce à leur mouvement, ils obtiennent en moyenne 500 F d'augmentation par mois.

« Les Nouvelles » ont interviewé Christine Mahé, adjointe au maire.

L. NAEJ : A l'issue de ce mouvement, quel est le sentiment de l'adjointe aux transports ?

— Les quinze jours de conflit qui viennent de se dérouler à la S.T.R.A.N. ont été longs et durs, tant pour les salariés que pour les usagers. L'utilité des transports en commun n'est plus à démontrer aujourd'hui à Saint-Nazaire et les nombreux usagers réguliers de la S.T.R.A.N. ont dû, pendant 15 jours, chercher tant bien que mal des solutions de rechange à leurs déplacements.

Pourtant, le développement des transports collectifs dans une ville doit passer aussi par une amélioration des conditions sociales des personnels. Nous l'avons dit dès le début : il en va également de la qualité du service rendu.

Dès le 23 octobre, au Conseil municipal, j'ai demandé que des solutions soient recherchées qui satisfassent au mieux les différentes parties concernées.

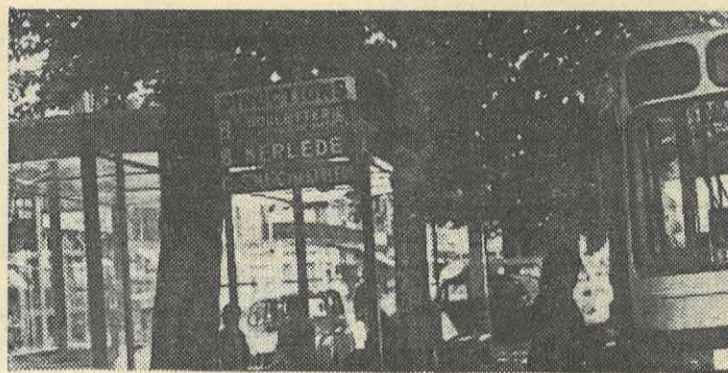
A la réunion exceptionnelle du S.I.R.N.A. (Syndicat Intercommunal), qui s'est tenue à ce sujet, Jean-Louis Le Corre a rappelé l'attachement des élus communistes de Triana et

Saint-Nazaire à une gestion sociale du personnel. Nous avons demandé à la S.T.R.A.N., société gestionnaire, de négocier dans cet esprit.

Le minimum de la Convention Collective appliquée dans les autres réseaux semblait une base de négociation acceptable. C'est ce que j'ai précisé dans une lettre au maire de Saint-Nazaire, président de la S.T.R.A.N., le 30 novembre dernier. Notre camarade Jean Perreault est également intervenu pour demander la réunion du Conseil d'administration de la S.T.R.A.N. (Société d'Economie Mixte).

Tout au long de ce conflit, les élus communistes ont fait en sorte que les négociations aboutissent au plus vite, sur une base acceptable pour tous, afin que l'activité du réseau de

transports en commun reprenne dans les meilleurs délais.



transports en commun reprenne dans les meilleurs délais.

L. NAEJ : Cet accord engage-t-il le budget des villes ? Quelles conséquences pour les contribuables ?

— Pour ce qui concerne les élus communistes, nous avons toujours demandé que des solu-

tions soient recherchées à l'intérieur même du budget de la S.T.R.A.N. Ceci demande peut-être une nouvelle distribution dans les différents postes budgétaires mais c'est possible, compte tenu notamment des nouvelles ressources que sont le Versement-Transport (taxe sur les entreprises) et les subventions d'Etat dans le cadre du Plan de Développement des Transports Urbains.

L. NAEJ : Des souhaits pour l'avenir ?

— Poursuivre le développement des transports en commun à Saint-Nazaire, en tenant compte à la fois des besoins des usagers et des personnels, tel doit rester notre objectif.

Les Nazairiens suivent avec

beaucoup d'attention les améliorations et modifications apportées au réseau. Nous devons à chaque fois étudier avec attention leurs remarques et suggestions. C'est ce que j'essaie de faire en tant qu'élue, avec le souci tant de la qualité que de la quantité du service rendu.



UNE MANIF POUR L'EMPLOI dans les rues de St-Nazaire

Une manifestation-exposition organisée par la C.G.T. nazairienne pour que vive la ville et ses chantiers

16 536 chômeurs à Saint-Nazaire fin octobre. Et chaque semaine, une centaine de noms viennent allonger la terrible liste. Le taux de chômage atteint les 24 % de la population active nazairienne.

« Il faut arrêter cette hémorragie ! », considère la C.G.T. C'est pourquoi, samedi dernier, l'Union locale de Saint-Nazaire avait, par une initiative originale, décidé d'appeler la population de la localité à soutenir ses propositions.

SAINT-NAZAIRE VIVRA !

Il y avait rouie, en ce samedi après-midi, dans l'artère principale de la ville. Nombreux étaient venus là, à l'approche des fêtes, effectuer quelques achats ; mais beaucoup y étaient pour répondre à l'appel de la C.G.T., lance par tracts, affiches, articles de presse, les jours précédents. Son nombre d'entre eux avaient vu passer le long cortège des voitures de militants C.G.T. qui, parti de la Maison du Peuple, parcourait les quartiers populaires pour inviter les travailleurs, les chômeurs, leurs familles, par tracts et sonorisation à être présents à 15 heures, avenue de la République.

Et à l'heure dite, le succès était là ! Dans une ambiance à la fois détendue et combative, les militants syndicaux de nombreuses entreprises (qui avaient disposés sur les trottoirs divers panneaux d'exposition) expliquaient leurs luttes, rappelaient leurs propositions pour préserver et enrichir le tissu industriel, montraient qu'une large action de la population sur des objectifs anti-crise pouvait préparer l'avenir.

DES PROPOSITIONS, LA C.G.T. EN A !

Il y avait là ceux de la Construction et Réparation navale,

« maintenir et développer la Navale, c'est possible, nécessaire et vital pour la région » ; ceux de la Chimie, notamment en tête, qui soulignent l'importance de leur activité économique et en mobilisent les potentialités, ceux de l'Industrie française et pourtant menacée — au nom de la modernisation, peut-être ? — et qui, sûrement, par leur lutte, imposent un premier recul ; ceux de la Santé, satisfaits d'un plan de charge « enfant de leurs luttes » qui devrait « conduire à l'abolition et à l'arrêt du chômage partiel » ; le Comité des Chômeurs C.G.T., pour sa part, faisait circuler une pétition engageant 40 F par jour pour tous les chômeurs ; ceux de la Sécurité sociale, d'U.F.-G.D.F. montraient que seule l'embauche pouvait préserver le service du public, les fonctionnaires, des « maux » ? allions donc, récupérons les municipaux, montrant leurs bulletins de paie. A noter aussi la réaffirmation, par les cégétistes nazairiens, de la nécessité énergétique et des retombées sur l'emploi de la centrale nucléaire du Carnet.

De l'ambiance, il y en avait ! Et les centaines de drapeaux multicolores portant l'inscription « C.G.T. - Développer les industries - Saint-Nazaire vivra » distribués aux enfants y contribuèrent largement.

A noter, parmi les participants, la présence de nombreux dirigeants et élus communistes parmi lesquels notamment Maurice Rocher, Gérard Rastel, Jean-Louis Le Corre, Hubert Bouyer...

Oui, une initiative originale, un NON au désespoir et à la crise, un OUI résolu à l'avenir d'une région.

L'Union des Femmes Françaises pour une véritable politique familiale

L'Union des Femmes Françaises a pris connaissance des dispositions d'aide à la famille adoptées au Conseil des Ministres du 14 novembre 1984.

Pour l'U.F.F. l'allocation au jeune enfant si dans son principe est un début de reconnaissance de l'enfant ne lui donne pas entière satisfaction d'autant que celle-ci sera attribuée sur critère de ressources.

D'autre part la suppression de la majoration d'allocation pour la troisième naissance risque de porter préjudice aux familles.

L'allocation d'Education Parentale attribuée à la naissance du troisième enfant peut in-

fluencer le choix des parents quant à leurs activités professionnelles, notamment celle exercée par la mère.

Pour l'U.F.F. une véritable politique familiale implique la prise en compte du coût réel de la charge et de l'entretien de l'enfant dans le foyer quel que soit son rang dans la famille.

En ce sens, l'Union des Femmes Françaises reste très attachée à l'attribution des Allocations familiales dès le premier enfant, ainsi qu'à une réelle revalorisation des prestations tenant compte de la baisse du pouvoir d'achat pour un grand nombre de familles.

L'ENERGIE... C'EST NOTRE DOMAINE

NOUS AVONS AVEC VOUS et POUR VOUS LE SOUCI DE L'ECONOMIE

S.A. FERRANDON

47, rue Eugène-Oudine
75013 PARIS - Tél. (1) 584.14.35

- pour tous problèmes de chauffage collectifs (exploitation, installation, entretien)
- conditionnement d'air
- énergies nouvelles :
 - géothermie
 - héliothermie

N'hésitez pas à faire appel à nos spécialistes

